

## **World Economic Forum - The Global Competitiveness Report (GCR) 2017-2018**

### **Luxembourg, 19<sup>e</sup> pays le plus performant : pas encore de révolution pour la compétitivité du Grand-Duché !**

Le *World Economic Forum* (WEF) dévoile aujourd'hui son rapport « The Global Competitiveness Report 2017-2018 » (GCR) ; classement mondial de compétitivité dans lequel le Luxembourg gagne une place comparé aux deux années précédentes, atteignant le 19<sup>e</sup> rang parmi 137 pays évalués. Devancé par sept pays membres de l'UE, ce placement ne constitue ni une révolution, ni même une évolution notable pour le Grand-Duché. Comme par le passé, la Suisse reste le champion de la compétitivité, suivie des Etats-Unis (2<sup>e</sup>) et devançant Singapour (3<sup>e</sup>). De renommée internationale, le WEF définit la compétitivité comme « *l'ensemble des institutions, politiques et facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays* ». Son « Global Competitiveness Report » fournit ainsi une grille de lecture des moteurs de productivité et de prospérité des pays, ainsi qu'un portrait de leurs forces, mais aussi de leurs faiblesses et défis en comparaison internationale. De ce fait, le rapport livre indirectement des recommandations aux gouvernements qui souhaiteraient parfaire leur compétitivité sur la scène internationale. La productivité e(s)t la compétitivité étant les moteurs d'une croissance qualitative, le Luxembourg pourra trouver dans ce rapport une source d'inspiration précieuse quant aux priorités de politique économique.

L'analyse du GCR pour le Luxembourg se greffe d'une part sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises au Luxembourg, sur base d'un sondage mené par la Chambre de Commerce, et d'autre part sur des indicateurs statistiques publiquement accessibles.

Cette année, le Grand-Duché se retrouve donc à la 19<sup>e</sup> place, tout comme en 2014, place la plus favorable atteinte depuis 10 ans de GCR. Au niveau des trois sous-indices composant la note générale, le Luxembourg maintient le même rang qu'en 2016 pour les sous-indices au classement global dits « *Efficiency enhancers* » (23<sup>e</sup> place) (efficacité des marchés des biens et services, fluidité du marché du travail, aptitude technologique, etc.) et « *Innovation and sophistication factors* » (16<sup>e</sup> place). Seul le sous-indice « *Basic requirements* » (infrastructures, institutions, santé, etc.) opère un léger recul dans l'édition 2017-2018 du GCR, passant du 9<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> rang – une très faible diminution qui reste à prendre en compte.

En tant qu'économie très ouverte, une forte compétitivité constitue un carburant indispensable à l'appareil productif luxembourgeois. Le relatif piétinement de ces dernières années indique que des défis et des inefficiences structurelles persistent et qu'ils ont, au plus, été momentanément occultés par l'embellie conjoncturelle.

Une analyse de l'édition 2017-2018 révèle en effet plusieurs points faibles.

Leviers de la compétitivité économique et enjeu majeur au Luxembourg, les réseaux de transport routiers, ferroviaires et aériens doivent continuer à se développer et devenir plus efficaces encore

pour contribuer à la prospérité du pays. Ainsi, le pilier infrastructures (-1, 17<sup>e</sup> comme en 2015), demeure un axe de progression primordial considérant les défis socio-économiques et démographiques du Luxembourg. L'arrivée du tramway en décembre 2017 peut être considérée comme un pas nécessaire, mais pas suffisant dans cette direction.

La Chambre de Commerce déplore le classement résolument insatisfaisant au niveau des piliers « santé et l'enseignement fondamental » (+2 places, 41<sup>e</sup>), ainsi que « éducation post-primaire et la formation continue » (-3, 50<sup>e</sup>). Les fruits de la « réforme du lycée » ainsi que celle de la formation professionnelle se font donc quelque peu attendre, pour espérer enfin de belles progressions dans les prochains classements sur ces points. La Chambre de Commerce cherche, elle, à contribuer à remédier à ces faiblesses en ciblant le public étudiant à tous les niveaux grâce à des programmes tels que « Win Win » (formation professionnelle), les activités de l'ISEC (formation tertiaire diplômante), « Fit4Entrepreneurship » (programme ciblant les futurs créateurs d'entreprise inscrits auprès de l'ADEM) ou à travers le développement de la House of Training pour l'important volet de la formation professionnelle continue.

Du côté des points forts, le Grand-Duché figure, encore cette année, dans le « top 10 » du palmarès des pays les plus compétitifs pour ses piliers « traditionnels », tels que celui des institutions (stagnant, 8<sup>e</sup>), de l'efficacité des marchés des biens (stagnant, 4<sup>e</sup>) et des aptitudes technologiques (+1, 1<sup>er</sup>). A noter également le pilier « environnement macroéconomique » (stagnant, 7<sup>e</sup>), l'un des critères phares de l'attractivité sur l'échiquier international, qui confirme sa très belle progression de l'année passée.

Mais on peut toujours faire mieux pour remonter davantage dans le tableau de la compétitivité, tout en saluant l'évolution d'une place dans ce classement 2017-2018. Aussi, un accent devrait-il être mis, comme mentionné ci-dessus, sur le pilier de l'éducation. Il reste toutefois à mentionner que certains critères afférents et considérés par le WEF ne sont par essence même pas adaptés à la petite économie ouverte du Grand-Duché. Ainsi, certains indicateurs du pilier 5 « Higher education and Training » ne prennent pas en compte tous les étudiants partant faire leur cycle secondaire et/ou tertiaire à l'étranger et participant au rayonnement du Luxembourg à l'international.

Au niveau international, le grand vainqueur du classement GCR 2017-2018 reste la Suisse (1<sup>er</sup> pour la 9<sup>e</sup> année consécutive), et pour cela, cette petite économie ouverte également, a misé sur des stratégies en termes d'innovation, pour construire un écosystème qui est devenu aujourd'hui l'un des plus fertiles au monde, de sophistication des affaires et d'efficacité du marché du travail. Suivant cet excellent exemple, le Luxembourg devrait s'investir davantage dans ces domaines (respectivement aux 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> places), afin d'améliorer son placement dans le Top 20 du GCR, voire de viser le Top 10 de la compétitivité pour pérenniser son modèle social. La mise en place des recommandations formulées par les groupes de travail de la « Troisième Révolution Industrielle » et le Livre Blanc « Arbeit 4.0 », présenté en fin d'année, devrait permettre au Luxembourg de progresser significativement dans ces domaines et ainsi bénéficier à sa compétitivité dans les années à venir. Pour conclure, le Luxembourg doit, en général, de plus en plus mettre l'accent sur les sous-indices « Efficiency enhancers » et « Innovation and sophistication factors », les indicateurs du sous-indice « Basic requirements » étant « supposés bons » pour une économie mature arrivée à un stade de développement et affichant des niveaux salariaux aussi élevés que le Luxembourg.

## ANNEXE AU COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans l'annexe au communiqué de presse, la Chambre de Commerce dresse d'abord un bilan des évolutions générales au niveau international et donne un aperçu plus détaillé des faits saillants des résultats du Luxembourg. Elle revient par la suite sur des facteurs plus problématiques au Luxembourg pour y faire des affaires, tels que répertoriés par les chefs d'entreprise participant au sondage sous-jacent à l'étude. Le présent dossier est clôturé par un encart méthodologique, le classement des 30 nations les plus compétitives et le classement détaillé (par indicateur) du Luxembourg.

### I) LES FAITS ESSENTIELS

#### L'évaluation globale : les trois défis du WEF

Les messages clés que les rédacteurs de ce rapport souhaiteraient que l'on retienne sont les suivants. Le rapport met en avant le fait que dix ans après la crise, le **secteur financier reste vulnérable à l'échelle internationale**. En effet, les indicateurs de sûreté des banques n'ont par exemple pas encore retrouvé leur niveau d'avant crise dans de nombreuses juridictions. De plus, de nouvelles sources de fragilité sont apparues, comme la hausse de la dette privée des économies émergentes ou encore la montée en puissance des marchés financiers non ou sous-régulés. Le World Economic Forum met en garde à ce titre : « *maintenir un secteur financier sain n'est pas seulement nécessaire pour prévenir les récessions avec des effets profonds et durables sur la productivité et la croissance, mais c'est aussi nécessaire pour supporter l'innovation* ».

Deuxièmement, il est mis en exergue que davantage de pays sont en position d'innover mais qu'ils doivent en faire plus pour pouvoir en **propager les bénéfices à travers l'économie et la société**. Effectivement si des économies émergentes telles que la Chine, l'Inde ou encore l'Indonésie, devenues centres de l'innovation, aidaient davantage leurs citoyens et leurs entreprises à adopter ces nouvelles technologies, les avantages de cette innovation accentuée se transformeraient en des retombées positives économiques et sociétales majeures à l'échelle internationale. Les mêmes questions se posent aussi à l'intérieur des pays, davantage lorsqu'une étude du STATEC révèle en 2016 qu'alors que le PIB a fortement augmenté ces dernières années au Luxembourg, les inégalités et le taux de risque de pauvreté se sont légèrement accrus.

Enfin, ce rapport rappelle qu'à la fois la **flexibilité du marché du travail et la protection des travailleurs** (« flexicurité ») sont nécessaires pour assurer la prospérité à l'ère de la nouvelle révolution industrielle.

### Au niveau international : l'étoile helvétique continue de briller

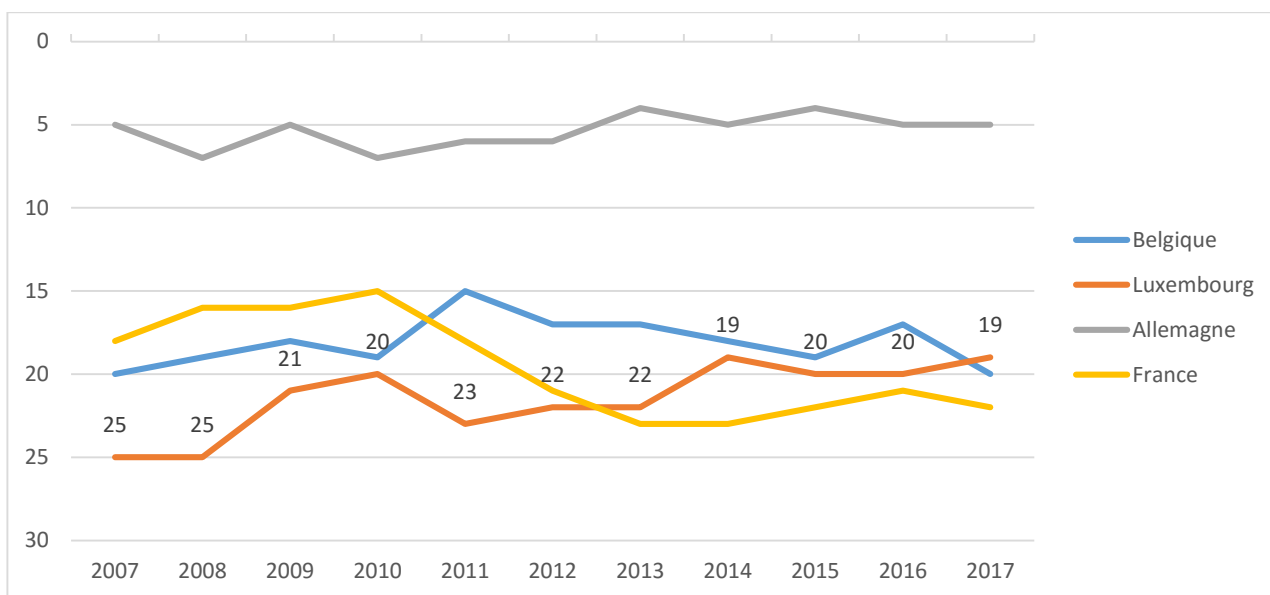
Sur la scène mondiale, la Suisse a su assurer, cette année encore, sa « pole position ». En première place depuis presque une décennie, elle se démarque par ses excellentes performances au niveau des douze piliers composant le GCR. Plus précisément, elle brille aux 1<sup>ers</sup> rangs pour sa capacité à innover, l'importance des dépenses en recherche et développement de ses entreprises ainsi que de sa capacité à attirer et à retenir des talents, pour n'en citer que quelques-uns. Elle est suivie des Etats-Unis au deuxième rang, qui gagnent une place par rapport à 2016 et s'approchent encore un peu plus de la première place. Sur la troisième marche du podium, se place Singapour. A l'échelle internationale, le pays le moins compétitif d'après le WEF est toujours le Yémen. Sont à noter les progressions du Portugal de la 46<sup>e</sup> à la 42<sup>e</sup> place, du Bhoutan de la 97<sup>e</sup> à la 82<sup>e</sup> place, du Népal de la 98<sup>e</sup> à la 88<sup>e</sup> place et de l'Argentine de la 104<sup>e</sup> à la 92<sup>e</sup> place.

### Au niveau européen : le Nord se tire mieux d'affaire que le Sud

S'agissant des 28 pays membres de l'Union européenne, les Pays-Bas (stagnant, 4<sup>e</sup>), l'Allemagne (stagnant, 5<sup>e</sup>), la Suède (-1, 7<sup>e</sup>), le Royaume-Uni (-1, 7<sup>e</sup>), la Finlande (stagnant, 10<sup>e</sup>), le Danemark (stagnant, 12<sup>e</sup>) et l'Autriche (+1, 18<sup>e</sup>) devançant le Luxembourg dans le classement du WEF de cette année. Le Grand-Duché dépasse à peine la Belgique au 20<sup>e</sup> rang (-3 places) et la France au 22<sup>e</sup> rang (-1 place). Il peut être remarqué que la majorité des pays de l'Europe du Nord se classent dans le haut du tableau. Concernant les pays de l'Europe du Sud, les réformes faites ne sont pas encore retranscrites dans le classement.

### Le Luxembourg par rapport à ses pays voisins : il ne faut pas crier victoire...

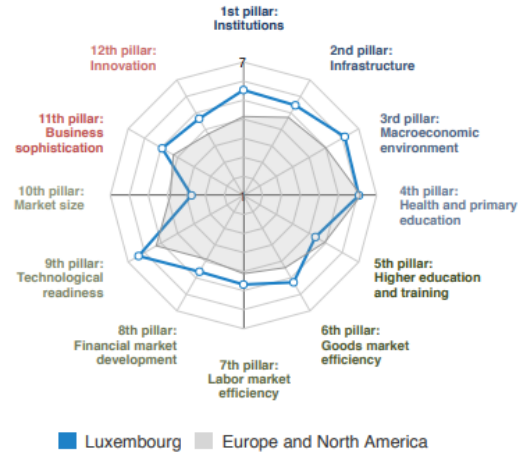
En comparaison avec celle de ses pays voisins, telle que répertoriée par le WEF, la performance du Luxembourg n'est guère reluisante : le Grand-Duché est largement devancé par l'Allemagne (5<sup>e</sup>), et se retrouve juste avant la Belgique (20<sup>e</sup>) et la France (22<sup>e</sup>).



## Les résultats du Luxembourg en un clin d'œil

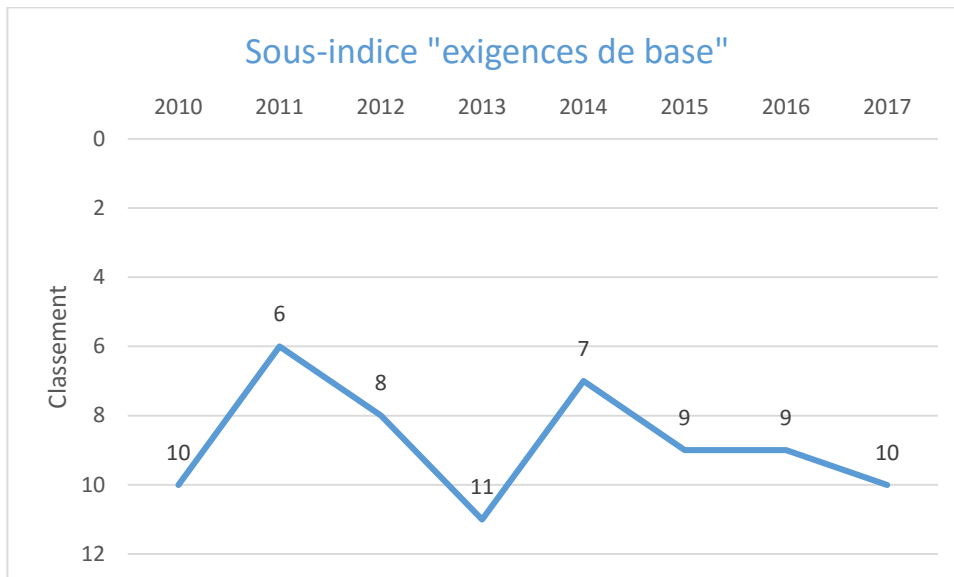
### Performance overview

Index Component	Rank/137	Score (1-7)	Trend	Distance from best	Edition	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18
<b>Global Competitiveness Index</b>	<b>19</b>	<b>5.2</b>			Rank	<b>22 / 144</b>	<b>22 / 148</b>	<b>19 / 144</b>	<b>20 / 140</b>	<b>20 / 138</b>	<b>19 / 137</b>
Subindex A: Basic requirements	10	6.0			Score	5.1	5.1	5.2	5.2	5.2	5.2
<b>1st pillar: Institutions</b>	<b>8</b>	<b>5.7</b>									
<b>2nd pillar: Infrastructure</b>	<b>17</b>	<b>5.7</b>									
<b>3rd pillar: Macroeconomic environment</b>	<b>7</b>	<b>6.3</b>									
<b>4th pillar: Health and primary education</b>	<b>41</b>	<b>6.2</b>									
Subindex B: Efficiency enhancers	23	5.0									
<b>5th pillar: Higher education and training</b>	<b>50</b>	<b>4.7</b>									
<b>6th pillar: Goods market efficiency</b>	<b>4</b>	<b>5.5</b>									
<b>7th pillar: Labor market efficiency</b>	<b>16</b>	<b>5.0</b>									
<b>8th pillar: Financial market development</b>	<b>15</b>	<b>5.0</b>									
<b>9th pillar: Technological readiness</b>	<b>1</b>	<b>6.5</b>									
<b>10th pillar: Market size</b>	<b>88</b>	<b>3.3</b>									
Subindex C: Innovation and sophistication factors	16	5.1									
<b>11th pillar: Business sophistication</b>	<b>17</b>	<b>5.2</b>									
<b>12th pillar: Innovation</b>	<b>15</b>	<b>5.0</b>									





## La compétitivité du Luxembourg selon les trois sous-indices du WEF

- **« Exigences de base » (basic requirements) : Le Luxembourg de justesse dans le Top10**



Le premier indice « basic requirements » ou « exigences de base » est traditionnellement le moteur économique du Grand-Duché. Après son « peak » en 2011 (6<sup>e</sup>), le Luxembourg se retrouve, cette année au 10<sup>e</sup> rang, comme en 2010.

Piliers:	2013	2014	2015	2016	2017	Evolution
1. Institutions	10	6	6	8	8	=
2. Infrastructures	13	16	17	16	17	
3. Environnement macroéconomique	15	8	14	7	7	=
4. Santé et enseignement fondamental	36	36	34	43	41	

Le sous-indice « exigences de base » se compose de quatre piliers : « infrastructure » (repli), « institutions » et « environnement macroéconomique » (stagnation), « Santé et éducation fondamentale » (en progrès, malgré un classement insatisfaisant persistant). Le Luxembourg perd de fait une place pour ce sous-indice et se classe tout juste dans le top 10, quand il occupait la 8<sup>e</sup> place il y a cinq ans.

Traditionnellement en progression, le pilier « **institutions** » a cependant enregistré une perte de deux places l'année dernière et reste en 8<sup>e</sup> position cette année, quand le Luxembourg se classait 9<sup>e</sup> en 2012. Des détériorations sont notamment à déplorer pour l'indicateur mesurant la charge des réglementations gouvernementales qui perd 5 places – signe que les efforts de simplification administrative doivent se poursuivre bien au-delà de la Loi Omnibus.

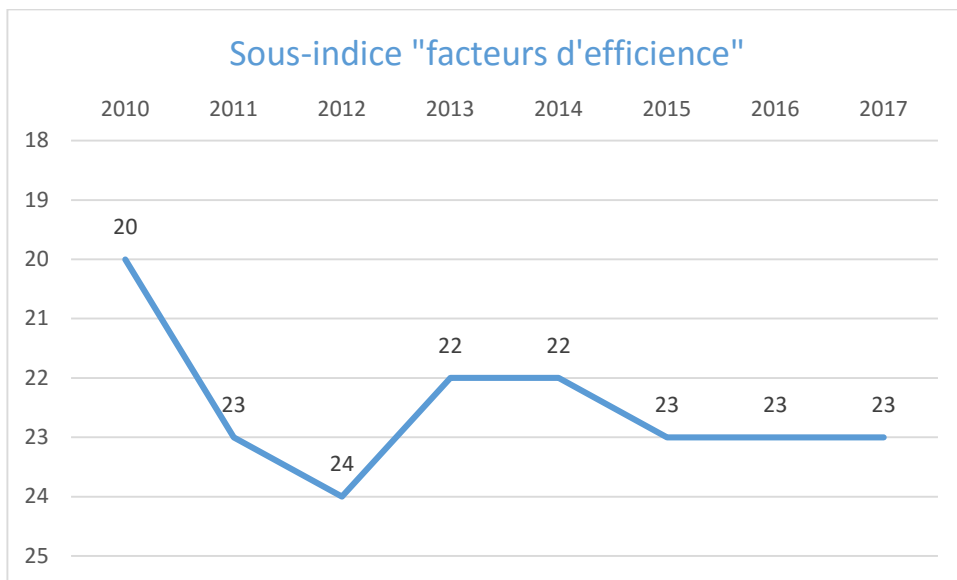
Le Luxembourg n'a pas surfé sur la vague positive de progression du pilier « **infrastructures** » de l'année dernière et accuse une perte d'une place cette année dans ce domaine (17<sup>e</sup>) alors qu'il se trouvait à la 12<sup>e</sup> place il y a cinq ans.

Le Grand-Duché a par ailleurs encore du pain sur la planche en ce qui concerne l'adaptation permanente de ces infrastructures aux besoins démographiques et socio-économiques du pays (et encore plus au niveau de l'anticipation des besoins futurs en la matière). Il faut noter une régression de 5 places dans le classement concernant la qualité des routes, signe sans doute du caractère congestionné de nombreux axes routiers. Ceci n'est non seulement un défi, et une atteinte à la qualité de vie, pour les nombreux navetteurs et salariés, mais constitue par ailleurs un possible frein au développement de la plaque tournante logistique que souhaite assumer le Luxembourg.

Meilleur élève de ce sous-indice, le pilier « **environnement macroéconomique** » reste à la 7<sup>e</sup> place, comparé à la 12<sup>e</sup> place en 2012. D'après les auteurs de l'édition 2017-2018, l'indicateur « épargne nationale » engrange encore des bons résultats avec un plus de cinq places (45<sup>e</sup> rang).

Les reculs considérables des indicateurs constituant le pilier 4 « Health and primary education » en 2016, ne sont pas à déplorer à nouveau cette année. Il faut également mentionner que l'indicateur de la qualité de l'enseignement fondamental remonte de 8 places dans le classement. Ces améliorations n'entraînent cependant pas une évolution notable de l'ensemble du pilier « **santé et enseignement fondamental** » (+2, 41<sup>e</sup>). Il reste donc évident que des réformes importantes du système d'éducation fondamentale sont primordiales.

- **Sous- indice « facteurs d'efficience » (efficiency enhancers) : Le Luxembourg maintient sa position mitigée de l'an passée**



Le deuxième sous-indice « **efficiency enhancers** », comprenant six piliers en tout, n'arrive pas à renouer avec son meilleur classement historique de 2010 (20<sup>e</sup>). Il stagne au 23<sup>e</sup> rang : un de ses piliers dépasse à peine son placement de l'année dernière (taille du marché, +5) alors que deux piliers maintiennent leurs positions, et deux accusent un revers.

Piliers:	2013	2014	2015	2016	2017	Evolution
5. Education post-primaire et formation continue	36	43	40	47	50	↘
6. Efficacité du marché des biens	5	5	4	4	4	=
7. Efficacité du marché du travail	22	16	16	16	16	=
8. Développement du secteur financier	14	14	11	14	15	↘
9. Aptitudes technologiques	2	1	1	2	1	↗
10. Taille du marché	97	96	95	93	88	↗

Parmi le sous-indice « **facteurs d'efficience** », stagnant à la 23<sup>e</sup> place (24<sup>e</sup> il y a cinq ans), des variations considérables sont à discerner entre le 9<sup>e</sup> pilier « aptitudes technologiques » (1<sup>er</sup> rang mondial) et le 10<sup>e</sup> pilier « taille du marché » (88<sup>e</sup> rang mondial). En termes **d'aptitudes technologiques**, le Grand-Duché récupère sa première place, occupée en 2014 et 2015 au détriment de la Suisse (1<sup>er</sup> en 2016), ce qui constitue une excellente nouvelle dans le domaine de la mise en œuvre d'un agenda de digitalisation ambitieuse au Luxembourg. La Chambre de Commerce continue de soutenir les efforts entrepris pour faire du Grand-Duché un *hub* technologique.

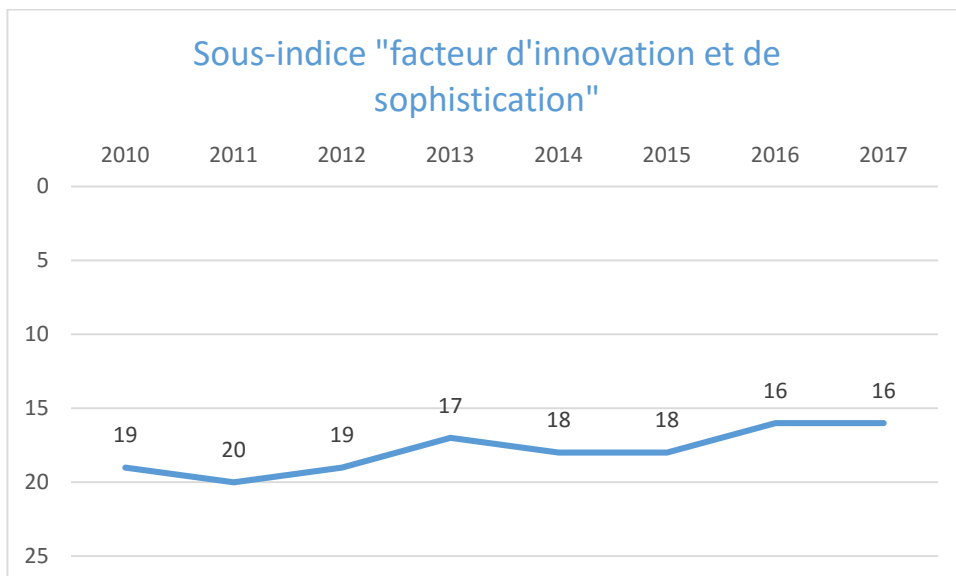
La Chambre de Commerce note la stagnation des piliers adressant l'**efficacité du marché des biens** (4<sup>e</sup>) et l'**efficacité du marché du travail** (16<sup>e</sup>). Certains points positifs sont néanmoins à mettre en évidence : sur le marché des biens, le nombre de procédure pour démarrer un commerce a grimpé de 18 places (36<sup>e</sup>), sans doute sous l'impulsion de la création de la SARL simplifiée. Quant à l'efficacité du marché du travail, il convient de saluer une amélioration de l'indicateur reflétant la flexibilité des entreprises dans la détermination des salaires (+23, 54<sup>e</sup>), bien que cet indicateur reste peu favorable et la fixation des salaires demeurant largement conditionnée par des automatismes réglementaires.

Le classement de « **l'éducation post-primaire et formation continue** » (- 3 places, 50<sup>e</sup>) continue de baisser quand le Luxembourg se positionnait à la 44<sup>e</sup> place il y a cinq ans. Le Luxembourg perd des places pour quatre des huit indicateurs composant ce pilier, notamment au niveau de la qualité du système d'éducation (-8 places, 39<sup>e</sup>) et dans le taux d'accès à l'éducation secondaire (-5, 39<sup>e</sup>). A noter également, la position traditionnellement faible de l'indicateur « taux d'accès à l'éducation supérieur » (+1, 99<sup>e</sup>) qui ne considère toutefois pas le nombre de jeunes luxembourgeois inscrits auprès d'établissements supérieurs à l'étranger. Le classement général perfectible attend les effets de la « réforme du lycée », implémentée à la rentrée 2017 et axée autour de six priorités, dont l'appui et l'encadrement des élèves, ou encore la promotion des « e-skills ». Le parachèvement de la réforme abordant la formation professionnelle s'avère également crucial, aux yeux de la Chambre de Commerce. Cette dernière espère également de rapides retombées positives suite à ses initiatives tels que le programme « Win Win » (formation professionnelle), les activités de l'ISEC (formation tertiaire diplômante), « Fit4Entrepreneurship » (programme ciblant les futurs créateurs d'entreprise inscrits auprès de l'ADEM) ou à travers le développement de la House of Training pour l'important volet de la formation professionnelle continue.

Aussi, le pilier ayant trait au « **développement du secteur financier** », secteur primordial pour l'économie luxembourgeoise, accuse à nouveau une perte (-1,15<sup>e</sup>) quand il se positionnait à la 12<sup>e</sup> place il y a cinq ans. Ainsi, l'indicateur mesurant la facilité d'accès à des prêts a reculé de huit rangs (17<sup>e</sup>) par rapport à l'édition 2016-2017, tout comme l'indicateur mesurant le financement à travers le marché de capital local.

Ce sous-indicateur termine sur deux notes positives. Tout d'abord la première place du classement ravie à la Suisse pour le pilier « Technological readiness » et un gain de cinq places pour le pilier « Market size », l'indicateur des exportations en pourcentage du PIB restant sur la seconde marche du podium.

- **Sous-indice « facteurs d'innovation et de sophistication » (Innovation and sophistication factors) : Le Luxembourg peut espérer gagner des places au classement général**





Enfin, dans la troisième catégorie d'indices, celles des facteurs de **l'innovation et de sophistication** (« Innovation and sophistication factors »), le Luxembourg stagne à la 16<sup>e</sup> place.

Piliers:	2013	2014	2015	2016	2017	Evolution
11. Sophistication des affaires	22	21	19	15	17	↘
12. Innovation	18	16	15	16	15	↗

Le Luxembourg maintient sa position dans le top 20 (stagnant, 16<sup>e</sup>) pour ce sous-indice, particulièrement important pour le tissu économique du pays. Une avancée dans le classement général pourrait se faire grâce à ces deux piliers « sophistication des affaires » (-2, 17<sup>e</sup>) et « innovation » (+1, 15<sup>e</sup>) quand ils tenaient respectivement la 23<sup>e</sup> et la 18<sup>e</sup> place il y a cinq ans.

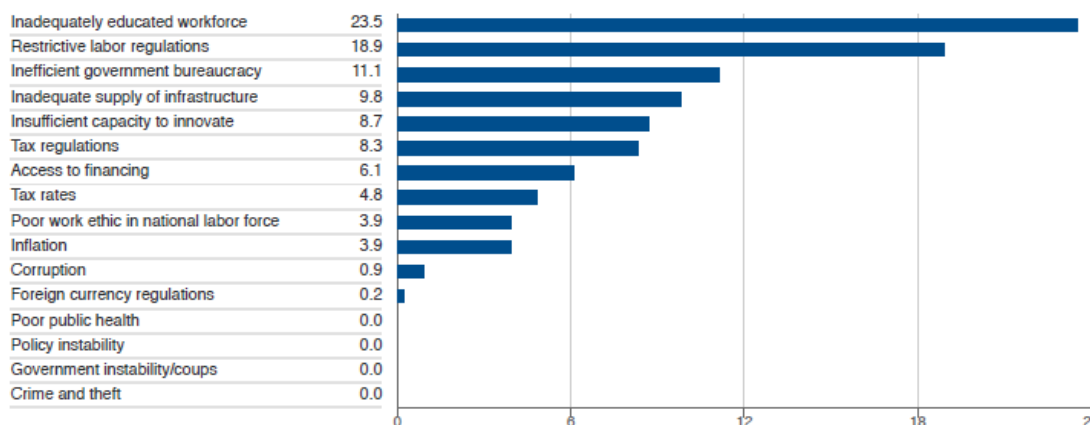
En examinant de près, le pilier de la **sophistication des affaires** accuse une légère baisse dans le classement (-2, 17<sup>e</sup> place). Pour ce qui est du pilier **innovation**, le Luxembourg voit son indicateur « capacité d'innovation » avancer de 4 places (8<sup>e</sup> rang). Le classement reste cependant inquiétant quant au niveau de disponibilité des ingénieurs et scientifiques (-6, 62<sup>e</sup>) sur son territoire. En tenant compte du besoin d'une main-d'œuvre qualifiée dans ce domaine, et en vue d'améliorer la notoriété de ce secteur au niveau global, la Chambre de Commerce met à nouveau l'accent sur l'impératif d'attirer davantage de chercheurs et travailleurs qualifiés sur le sol luxembourgeois.

### Entraves à l'entrepreneuriat : les principales difficultés pour le développement d'activités au Luxembourg

Parmi les informations recueillies au moyen de l'« Executive Opinion Survey », les **facteurs les plus problématiques** pour faire des affaires au Luxembourg sont toujours, d'après les dirigeants d'entreprises interrogés: l'éducation inadéquate des travailleurs (Inadequately educated workforce) et la réglementation restrictive du travail (restrictive labor regulations). L'inefficacité de la bureaucratie gouvernementale (Inefficient government bureaucracy) fait son entrée à la 3<sup>e</sup> place.

#### Most problematic factors for doing business

Source: World Economic Forum, Executive Opinion Survey 2017



Note: From the list of factors, respondents to the World Economic Forum's Executive Opinion Survey were asked to select the five most problematic factors for doing business in their country and to rank them between 1 (most problematic) and 5. The score corresponds to the responses weighted according to their rankings.

### **114 indicateurs, 12 piliers, 3 sous-indices**

L'évaluation de la compétitivité selon le WEF s'est basée sur 114 indicateurs, dont environ 80 sont issus de la « Executive Opinion Survey », enquête menée, sous l'égide de la Chambre de Commerce, entre février et avril 2017 auprès des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Le reste des indicateurs provient des Etats participants et des institutions internationales. La centaine d'indicateurs est répartie en douze piliers: les institutions (1<sup>er</sup> pilier), les infrastructures (2<sup>ième</sup>), l'environnement macroéconomique (3<sup>ième</sup>), la santé et l'enseignement fondamental (4<sup>ième</sup>), l'éducation supérieure et la formation (5<sup>ième</sup>), l'efficience du marché des biens (6<sup>ième</sup>), l'efficience du marché de travail (7<sup>ième</sup>), les marchés financiers (8<sup>ième</sup>), les aptitudes technologiques (9<sup>ième</sup>), la taille du marché (10<sup>ième</sup>), la sophistication des affaires (11<sup>ième</sup>) et l'innovation (12<sup>ième</sup>). Ces piliers sont eux regroupés en trois sous-indices : les exigences de base (basic requirements), les facteurs d'efficience (efficiency enhancers) et les facteurs d'innovation et de sophistication (Innovation and sophistication factors). (Voir aussi le tableau p.6)

## **Méthodologie de l'étude GCR**

Le GCR présente certaines particularités au niveau de la méthode appliquée pour évaluer la compétitivité des pays participants. Le calcul de la compétitivité repose notamment sur l'analyse de 12 piliers composés de nombreux indicateurs, rattachés à trois sous-indices, qui définissent la compétitivité : (1) les « conditions de base » (institutions, infrastructures, environnement macroéconomique, santé et enseignement primaire) ; (2) les « facteurs d'efficacité » (enseignement post-primaire et formation, efficacité du marché des biens, efficacité du marché de travail, développement du marché financier, aptitudes technologiques, taille du marché) ; et (3) les « vecteurs d'innovation » (sophistication des activités et innovation). Bien que chacun des 12 piliers analysés soit important pour chaque pays, l'importance relative d'un pilier de compétitivité dépend du stade de développement économique du pays en question.

A cette fin, le WEF distingue, outre deux stades intermédiaires, trois stades de développement principaux, dont un premier est lié aux économies dépendant singulièrement des facteurs de production disponibles (traditionnellement : travail non qualifié, ressources naturelles) (cas-type des pays en voie de développement), un deuxième qui comprend les économies qui se voient contraintes d'augmenter l'efficacité de leur processus de production et la qualité des produits en raison de l'augmentation notamment des coûts de production (pays en transition), et un troisième stade - selon lequel est évalué le Luxembourg - qui est caractérisé par la production de biens et de services sophistiqués, à haute valeur ajoutée et dont la différenciation par rapport aux concurrents directs comporte une très importante composante « hors-coûts », tout en ne négligeant pas tout à fait les dimensions « prix » et « coûts ». En fonction du stade de développement du pays analysé, les trois sous-indices sont pondérés différemment dans la note finale. Pour le Luxembourg, les poids accordés aux différentes composantes sont les suivants : « conditions de base » 20%, « facteurs d'efficacité » 50%, et « vecteurs d'innovation » 30%.

Alors que cette approche vise à faciliter et améliorer l'exercice de comparaison en matière de compétitivité, il comporte en même temps le risque d'attribuer trop, ou au contraire, insuffisamment d'importance à certains indicateurs. Néanmoins, utilisé de manière raisonnable et en connaissance de cause, le classement WEF demeure un instrument utile à la prise de décision pour les autorités politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres zones géographiques comparables) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années).

## Classement des 30 premières économies du rapport WEF 2017-2018

	Economy	Score <sup>1</sup>	Prev. <sup>2</sup>	Trend <sup>3</sup>					
1	Switzerland	5.86	1		16	Israel	5.31	24	
2	United States	5.85	3		17	United Arab Emirates	5.30	16	
3	Singapore	5.71	2		18	Austria	5.25	19	
4	Netherlands	5.66	4		19	Luxembourg	5.23	20	
5	Germany	5.65	5		20	Belgium	5.23	17	
6	Hong Kong SAR	5.53	9		21	Australia	5.19	22	
7	Sweden	5.52	6		22	France	5.18	21	
8	United Kingdom	5.51	7		23	Malaysia	5.17	25	
9	Japan	5.49	8		24	Ireland	5.16	23	
10	Finland	5.49	10		25	Qatar	5.11	18	
11	Norway	5.40	11		26	Korea, Rep.	5.07	26	
12	Denmark	5.39	12		27	China	5.00	28	
13	New Zealand	5.37	13		28	Iceland	4.99	27	
14	Canada	5.35	15		29	Estonia	4.85	30	
15	Taiwan, China	5.33	14		30	Saudi Arabia	4.83	29	

# Classement intégral par indicateur de compétitivité

## The Global Competitiveness Index in detail

# Luxembourg

Index Component	Rank/137	Value	Trend	Index Component	Rank/137	Value	Trend
<b>1st pillar: Institutions</b>	<b>8</b>	<b>5.7</b>		<b>6th pillar: Goods market efficiency</b>	<b>4</b>	<b>5.5</b>	
1.01 Property rights	4	6.3		6.01 Intensity of local competition	51	5.3	
1.02 Intellectual property protection	3	6.3		6.02 Extent of market dominance	19	4.6	
1.03 Diversion of public funds	7	6.0		6.03 Effectiveness of anti-monopoly policy	13	5.1	
1.04 Public trust in politicians	8	5.6		6.04 Effect of taxation on incentives to invest	7	5.4	
1.05 Irregular payments and bribes	5	6.4		6.05 Total tax rate % profits	13	20.8	
1.06 Judicial independence	10	6.2		6.06 No. of procedures to start a business	36	5	
1.07 Favoritism in decisions of government officials	13	4.9		6.07 Time to start a business days	92	16.5	
1.08 Efficiency of government spending	11	5.0		6.08 Agricultural policy costs	10	5.0	
1.09 Burden of government regulation	17	4.4		6.09 Prevalence of non-tariff barriers	18	5.0	
1.10 Efficiency of legal framework in settling disputes	14	5.4		6.10 Trade tariffs % duty	6	1.1	
1.11 Efficiency of legal framework in challenging regulations	4	5.3		6.11 Prevalence of foreign ownership	3	6.1	
1.12 Transparency of government policymaking	4	6.0		6.12 Business impact of rules on FDI	4	5.9	
1.13 Business costs of terrorism	36	5.6		6.13 Burden of customs procedures	9	5.5	
1.14 Business costs of crime and violence	10	5.9		6.14 Imports % GDP	2	157.0	
1.15 Organized crime	9	6.2		6.15 Degree of customer orientation	22	5.5	
1.16 Reliability of police services	15	6.2		6.16 Buyer sophistication	5	4.9	
1.17 Ethical behavior of firms	10	5.8		<b>7th pillar: Labor market efficiency</b>	<b>16</b>	<b>5.0</b>	
1.18 Strength of auditing and reporting standards	9	6.1		7.01 Cooperation in labor-employer relations	11	5.6	
1.19 Efficacy of corporate boards	14	6.0		7.02 Flexibility of wage determination	54	5.1	
1.20 Protection of minority shareholders' interests	12	5.4		7.03 Hiring and firing practices	75	3.7	
1.21 Strength of investor protection 0-10 (best)	103	4.5		7.04 Redundancy costs weeks of salary	94	21.7	
<b>2nd pillar: Infrastructure</b>	<b>17</b>	<b>5.7</b>		7.05 Effect of taxation on incentives to work	9	5.1	
2.01 Quality of overall infrastructure	16	5.6		7.06 Pay and productivity	25	4.7	
2.02 Quality of roads	20	5.5		7.07 Reliance on professional management	15	5.7	
2.03 Quality of railroad infrastructure	15	4.9		7.08 Country capacity to retain talent	8	5.2	
2.04 Quality of port infrastructure	50	4.6		7.09 Country capacity to attract talent	6	5.6	
2.05 Quality of air transport infrastructure	23	5.6		7.10 Female participation in the labor force ratio to men	58	0.84	
2.06 Available airline seat kilometers million/week	106	44.2		<b>8th pillar: Financial market development</b>	<b>15</b>	<b>5.0</b>	
2.07 Quality of electricity supply	8	6.7		8.01 Availability of financial services	6	5.7	
2.08 Mobile-cellular telephone subscriptions /100 pop.	21	147.8		8.02 Affordability of financial services	5	5.4	
2.09 Fixed-telephone lines /100 pop.	8	50.9		8.03 Financing through local equity market	24	4.8	
<b>3rd pillar: Macroeconomic environment</b>	<b>7</b>	<b>6.3</b>		8.04 Ease of access to loans	17	5.0	
3.01 Government budget balance % GDP	5	1.7		8.05 Venture capital availability	14	4.2	
3.02 Gross national savings % GDP	45	24.6		8.06 Soundness of banks	9	6.1	
3.03 Inflation annual % change	55	0.1		8.07 Regulation of securities exchanges	4	6.1	
3.04 Government debt % GDP	14	22.6		8.08 Legal rights index 0-10 (best)	96	3	
3.05 Country credit rating 1-100 (best)	5	93.3		<b>9th pillar: Technological readiness</b>	<b>1</b>	<b>6.5</b>	
<b>4th pillar: Health and primary education</b>	<b>41</b>	<b>6.2</b>		9.01 Availability of latest technologies	10	6.3	
4.01 Malaria incidence cases/100,000 pop.	n/a	n.l.		9.02 Firm-level technology absorption	11	5.7	
4.02 Business impact of malaria	n/a	6.9		9.03 FDI and technology transfer	3	5.8	
4.03 Tuberculosis incidence cases/100,000 pop.	15	6.1		9.04 Internet users % pop.	3	97.5	
4.04 Business impact of tuberculosis	6	6.8		9.05 Fixed-broadband Internet subscriptions /100 pop.	13	36.7	
4.05 HIV prevalence % adult pop.	1	0.2		9.06 Internet bandwidth kb/line	1	8,397.9	
4.06 Business impact of HIV/AIDS	11	6.6		9.07 Mobile-broadband subscriptions /100 pop.	30	90.2	
4.07 Infant mortality deaths/1,000 live births	1	1.5		<b>10th pillar: Market size</b>	<b>88</b>	<b>3.3</b>	
4.08 Life expectancy years	11	82.2		10.01 Domestic market size index	103	2.8	
4.09 Quality of primary education	30	4.8		10.02 Foreign market size index	51	4.9	
4.10 Primary education enrollment rate 1st %	90	93.0		10.03 GDP (PPP) PPP \$ billions	92	59.9	
<b>5th pillar: Higher education and training</b>	<b>50</b>	<b>4.7</b>		10.04 Exports % GDP	2	184.8	
5.01 Secondary education enrollment rate gross %	39	102.3		<b>11th pillar: Business sophistication</b>	<b>17</b>	<b>5.2</b>	
5.02 Tertiary education enrollment rate gross %	99	19.4		11.01 Local supplier quantity	95	4.2	
5.03 Quality of the education system	39	4.3		11.02 Local supplier quality	19	5.3	
5.04 Quality of math and science education	43	4.6		11.03 State of cluster development	14	5.0	
5.05 Quality of management schools	47	4.5		11.04 Nature of competitive advantage	10	5.9	
5.06 Internet access in schools	25	5.3		11.05 Value chain breadth	22	5.0	
5.07 Local availability of specialized training services	32	5.1		11.06 Control of international distribution	17	4.9	
5.08 Extent of staff training	4	5.4		11.07 Production process sophistication	11	5.9	
				11.08 Extent of marketing	18	5.2	
				11.09 Willingness to delegate authority	16	5.5	
				<b>12th pillar: Innovation</b>	<b>15</b>	<b>5.0</b>	
				12.01 Capacity for innovation	8	5.6	
				12.02 Quality of scientific research institutions	25	5.1	
				12.03 Company spending on R&D	11	5.2	
				12.04 University-industry collaboration in R&D	18	4.8	
				12.05 Gov't procurement of advanced technology products	9	4.7	
				12.06 Availability of scientists and engineers	62	4.0	
				12.07 PCT patents applications/million pop.	14	129.3	